

Le monde doit investir 8,1 trillions de dollars dans la nature d'ici 2050

Dossier de la rédaction de H2o
June 2021

Un investissement total dans la nature de 8,1 trillions de dollars US (8 100 milliards) serait nécessaire à l'horizon 2050 pour s'attaquer avec succès aux crises interdépendantes du réchauffement du climat, de la perte de biodiversité et de la dégradation des sols, estime le rapport State of Finance for Nature (Situation des financements pour la nature). Le rapport estime que les investissements annuels dans les solutions fondées sur la nature devront être multipliés par trois d'ici 2030 et par quatre d'ici 2050 par rapport aux investissements actuels, qui s'élevaient à 133 milliards de dollars des États-Unis (2018 étant l'année de référence).

Les auteurs du rapport produit par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Forum économique mondial (WEF) et l'initiative Économie de la dégradation des terres (ELD) hébergée par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) en collaboration avec Vivid Economics, exhortent les gouvernements, les institutions financières et les entreprises à combler ce déficit d'investissement en plaçant la nature au cœur des décisions économiques à venir. Ils soulignent la nécessité d'accroître rapidement les flux de capitaux vers les solutions fondées sur la nature. "La perte de biodiversité coûte déjà à l'économie mondiale 10 % de sa production chaque année. Si nous ne finançons pas suffisamment les solutions fondées sur la nature, nous aurons une incidence sur la capacité des pays à progresser dans d'autres domaines essentiels tels que l'éducation, la santé et l'emploi. Si nous ne sauvons pas la nature maintenant, nous ne serons pas en mesure de parvenir à un développement durable", a déclaré la directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen. "Le rapport est un signal d'alarme pour les gouvernements, les institutions financières et les entreprises : ils doivent investir dans la nature, notamment dans la reforestation, l'agriculture régénérative et la restauration de nos océans", a-t-elle ajouté, précisant que les pays et les chefs d'entreprise auront l'occasion de le faire lors des prochains sommets sur le climat, la biodiversité, la dégradation des sols et les systèmes alimentaires, ainsi que dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030).

L'augmentation des capitaux privés pour les solutions fondées sur la nature est l'un des principaux défis des prochaines années, l'accent étant mis sur l'investissement dans la nature pour soutenir la croissance économique durable au XXI^e siècle. Selon les auteurs du rapport, les investissements annuels du secteur privé dans les solutions fondées sur la nature approchaient les 18 milliards de dollars en 2018. Le financement privé n'en représente que 14 %, y compris les capitaux mobilisés par les filiales d'approvisionnement agricoles et forestières durables, les investissements en capital-investissement, les compensations de la biodiversité financées par les secteurs privés, le capital philanthropique, le financement privé obtenu par des organisations multilatérales et les marchés du carbone liés aux forêts et à d'autres utilisations des terres. Quant au financement pour le climat, les investissements du secteur privé représentent 56 % des investissements totaux, selon la Climate Policy Initiative.

PNUE